

JOURNAL DE MONACO

Bulletin officiel de la Principauté



Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Arrêté Ministériel n° 2018-703 du 18 juillet 2018 relatif à la déclaration des postes à risques, prévue à l'article 2.6 de la loi n° 1.451 du 4 juillet 2017 modifiant certaines dispositions relatives à la médecine du travail.

N° journal

8392

Date de publication

27/07/2018

Nous, Ministre d'État de la Principauté,

Vu la loi n° 637 du 11 janvier 1958 tendant à créer et à organiser la médecine du travail, modifiée ;

Vu la loi n° 1.451 du 4 juillet 2017 modifiant certaines dispositions relatives à la médecine du travail ;

Vu l'Ordonnance Souveraine n° 1.857 du 3 septembre 1958 relative à l'organisation et au fonctionnement de la médecine du travail, modifiée ;

Vu la délibération du Conseil de Gouvernement en date du 18 juillet 2018 ;

Arrêtons :

Article Premier.

L'inventaire des postes à risques prévu par l'article 2-6 de la loi n° 1.451 du 4 juillet 2017, susvisée, sera conforme au modèle déposé à l'Office de la Médecine du Travail.

Il sera retourné à l'Office de la Médecine du Travail et comportera les éléments d'information suivants :

I - L'identification de l'employeur

Nom de l'entreprise

Numéro d'immatriculation

Code entreprise

Coordonnées

Siège social

Établissements secondaires

Nombre de salariés dans l'entreprise - Hommes - Femmes - Mineurs

II - L'identification du responsable de l'inventaire pour l'entreprise

Nom

Prénom

Fonction

Numéro de téléphone

Adresse courrier électronique

III - La date de réalisation ou de mise à jour de l'inventaire

IV - L'identification des postes à risques selon les facteurs de risques

1 - Amiante

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

2 - Plomb

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

3 - Agents Cancérogènes, Mutagènes ou toxiques pour la Reproduction (CMR) répondant aux critères de classification dans la catégorie

1A ou 1B des substances ou mélanges dangereux définis à l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

4 - Agents biologiques à risque infectieux de catégories 3 et 4, tels que mentionnés notamment à l'Annexe III de la Directive n° 2000/54/CE du 18 septembre 2000 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

5 - Rayonnements ionisants

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

6 - Risque hyperbare

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

7 - Travaux en hauteur, lors d'opérations

- De montage et démontage de tribunes ou d'échafaudages

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

- De travaux acrobatiques

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

8 - Agents biologiques qui exigent une vaccination obligatoire conformément à l'arrêté ministériel n° 93-353 du 24 juin 1993 relatif aux vaccinations obligatoires, modifié, et qui exposent le travailleur aux agents biologiques donnant lieu à ladite vaccination

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

9 - Postes affectés à la conduite d'engins particuliers

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

10 - Postes d'agents de sécurité comportant le port d'une arme

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

11 - Postes d'agents de surveillance nécessitant une certification IGH

Intitulé du poste

Effectif exposé à ce risque

Art. 2.

Le Conseiller de Gouvernement-Ministre des Affaires Sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Monaco, en l'Hôtel du Gouvernement, le dix-huit juillet deux mille dix-huit.

Le Ministre d'État,
S. TELLE.

TOUS DROITS RESERVÉS MONACO 2016

VERSION 2018.11.07.14